



Les recensions de l'Académie de septembre 2026¹

Les dérives d'un continent, l'Amérique latine et l'Occident / Alain Rouquié

Éd. Métailié, 2025

Cote : 70.097

Alain Rouquié est l'un de nos meilleurs experts de l'Amérique latine, à laquelle il a consacré une belle carrière de chercheur, puis de diplomate. Directeur de recherche émérite au CERI de Sciences Po, il a été ambassadeur de France au Salvador, au Mexique et au Brésil, et directeur des Amériques et des Caraïbes au Quai d'Orsay. Il a présidé la Maison de l'Amérique latine pendant onze ans.

Il a consacré à ce continent plusieurs ouvrages (au Seuil, chez Albin Michel ou chez Fayard), dont *L'État militaire en Amérique latine* ; *Amérique latine : introduction à l'Extrême Occident* ; *À l'ombre des dictatures : la démocratie en Amérique latine* ; *Guerres et paix en Amérique centrale*. Il a publié un livre sur le Mexique, un autre sur le Brésil, et trois sur l'Argentine. Une immersion latino-américaine de près d'un demi-siècle a nourri sa réflexion géopolitique sur la situation et les perspectives du continent pris comme un ensemble. Il nous la livre dans un essai intitulé *Les dérives d'un continent : l'Amérique latine et l'Occident*.

L'auteur rappelle en introduction que l'Amérique latine s'est longtemps vue comme le prolongement de l'Europe, comme un autre Occident. Elle doit à la conquête sa langue, sa religion, ses valeurs, le visage de ses villes. Au moment des indépendances, entre 1813 et 1828, chaque pays s'est doté d'un État-nation sur le modèle européen. Mais la colonisation a décimé des peuples entiers et détruit leurs civilisations. À quelques exceptions (Cuba, Nicaragua, Venezuela de Chávez et Maduro), l'Amérique latine est un continent démocratique depuis des décennies. Depuis la fin de la dictature militaire en 1983, l'Argentine a connu une succession d'alternances issues d'élections démocratiques, le perdant acceptant sa défaite.

Les États-Unis ont longtemps voulu contrôler l'Amérique latine et ils l'ont fait à plusieurs reprises par la force : amputation d'une partie du Mexique (1848) ; guerre avec l'Espagne pour le contrôle de Cuba (1898) ; au nom du « pouvoir de police internationale » de Theodore Roosevelt, occupation du Nicaragua (1912), de Haïti (1915), de la République dominicaine (1916). Après la Seconde guerre mondiale, la présence de l'Europe s'affaiblit, les États-Unis deviennent le partenaire commercial principal de l'Amérique latine. En 1948, ils créent l'Organisation des États américains pour assurer la sécurité collective du continent, et surtout pour légitimer leurs interventions politiques et militaires dans la région au nom de la défense de la démocratie. Truman parle d'« un hémisphère fermé dans un monde ouvert ».



À partir de la Révolution cubaine, la guerre froide structure la politique latino-américaine des États-Unis. Dans les années 1960 et 1970, ils appuient les coups d'État justifiés par la défense d'une « frontière idéologique » (Brésil, Argentine, Chili). Ils interviennent aussi sous d'autres prétextes : réforme agraire jugée contraire aux intérêts américains (Guatemala 1954) ; lutte contre les narcotrafiquants (Panama 1989).

La conscience d'une identité latino-américaine se précise lors des convulsions de l'Amérique centrale et de la reconstruction de sociétés démocratiques dans les pays du cône Sud. Créé en 1986, le Groupe de Rio s'est progressivement élargi à la quasi-totalité des États d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2011, il devient la Communauté des États latino-américains et caraïbes. La CELAC rassemble aujourd'hui 33 États d'Amérique latine et des Caraïbes, sans les États-Unis ni le Canada.

Avec le slogan « Trade, not Aid », George H. Bush lance en 1990 l'Initiative pour les Amériques, afin d'ouvrir les marchés latino-américains aux exportations des États-Unis. En 1994, Bill Clinton propose sans succès une zone de libre-échange englobant les deux parties du continent. L'Amérique latine devient moins essentielle à l'Amérique du Nord pour ses approvisionnements miniers et agricoles que pour la coopération dans la lutte contre les narcotrafics qui a commencé avec Nixon et dans celle contre l'immigration illégale. Elles sont devenues, au fil des présidences, les marqueurs et le régulateur de la politique latino-américaine des États-Unis. La lutte contre les narcotrafics a justifié l'aide massive apportée à la Colombie à partir de 2000. Bien que démocrate, Obama a battu des records d'expulsion d'immigrants illégaux. Aujourd'hui, pour Donald Trump et l'opinion MAGA, les hispaniques sont une véritable catégorie ethnique menaçant la sécurité et l'identité de la société américaine, alors que 60% des hispaniques se considèrent comme Blancs.

L'Amérique latine oscille entre rejet de l'hégémonie des États-Unis et attirance pour l'empire nord-américain, financier, technologique. Les États-Unis sont un Eldorado pour des millions de migrants, dont les *remesas* sont une source importante de revenus pour leur pays d'origine. Le Brésil s'était engagé dans la Seconde guerre mondiale aux côtés des Alliés. L'Argentine de Carlos Menem, le Guatemala, le Honduras ont participé aux côtés des États-Unis à la première guerre du Golfe. Le Brésil de Lula mène une politique équilibrée, très engagée dans le Sud global mais sans rupture avec Washington. Refusant d'être classée comme pays du Tiers-Monde, l'Argentine s'est retirée en 1991 du mouvement des non-alignés et elle a refusé la proposition chinoise d'adhérer aux BRICS. Le Mexique est le premier pays émergent à avoir signé un accord de libre-échange, l'ALENA, avec deux pays industrialisés, le Canada et les États-Unis.

Pour Alain Rouquié, le sentiment anti-Yankees perdure en Amérique latine, nourri par la mémoire de relations de domination et de leurs manifestations concrètes. Les années 2000 ont été marquées par un tournant à gauche et la contestation des mesures de rigueur imposées par le FMI et la Banque mondiale, et fortement encouragées par Washington : Bolivie (Evo Morales), Équateur (Rafael Correa), Venezuela (Hugo Chávez). « Un pays colonial, note l'auteur, peut se libérer d'une métropole lointaine, mais il est plus difficile, voire impossible, de s'émanciper de la première puissance mondiale quand elle est votre voisin immédiat dans une totale continuité territoriale. Sur la longue durée, selon les pays, les relations ont varié de



la vassalité à la rupture, mais le plus souvent ce sont des stratégies d'évitement ou d'accommodement qui prévalent », Lula parlant de « modération constructive ».

La Chine est devenue pour l'Amérique latine un partenaire majeur. Xi Jin Ping s'est personnellement impliqué dans le renforcement de cette relation, effectuant trois tournées dans ce continent à l'égard duquel Donald Trump a plutôt une attitude de *benign neglect*. Les États-Unis restent le premier partenaire commercial de l'ensemble de l'Amérique latine, principalement grâce au poids du Mexique dont environ 80 % des exportations sont destinées au marché américain grâce à l'ALENA. Mais la Chine est devenue le deuxième partenaire commercial de la région et le premier pour plusieurs pays d'Amérique du Sud, notamment le Brésil qui lui vend 70% de son soja, le Chili 67% de son cuivre, l'Uruguay 60% de sa production de viande.

Les investissements chinois se sont développés dans les infrastructures, dont l'emblématique port péruvien de Chancay. Ces investissements entraînent généralement un fort endettement. Les pays latino-américains sont impressionnés par les progrès spectaculaires de la Chine en un temps record, mais, attachés à leur culture démocratique européenne, ne sont pas admiratifs de son modèle politique et social, quelle que soit leur rancune historique à l'égard de l'impérialisme américain. Ils apprécient que la Chine, contrairement aux États-Unis, ne fasse pas de l'efficacité des politiques de lutte contre les narcotrafics une condition centrale de leur coopération.

La Russie n'a pas de visées expansionnistes au-delà de son ancien empire. Dans l'ensemble, les pays latino-américains considèrent que la guerre en Ukraine ne les concerne pas et ils ménagent leurs relations avec Moscou, à l'exception de l'Argentine et du Guatemala qui appuient l'Ukraine. Au Moyen-Orient, ils appuient la cause palestinienne, sauf l'Argentine de Javier Milei et le Paraguay de Santiago Peña, qui ont déplacé de Tel Aviv à Jérusalem leurs ambassades en Israël, comme l'avait fait Trump.

Les tentatives d'intégration des années 1990-2015 n'ont pas abouti à la naissance d'un pôle régional latino-américain pouvant jouer un rôle global. Même au sein du Mercosur qui représente à ce jour la forme d'intégration régionale la plus aboutie, les économies sont peu complémentaires, les échanges entre États-membres faibles, les politiques économiques non coordonnées.

L'Amérique latine, se demande Alain Rouquié, va-t-elle se désoccidentaliser ? Son livre est paru en août 2025, quelques mois seulement avant une série d'élections présidentielles en Amérique latine qui ont vu le balancier revenir vers la droite, voire l'extrême droite : Honduras (novembre 2025, Nasry Asfura), Chili (mars 2026, José Antonio Kast), Colombie (juin 2026, Abelardo de la Espriella), Pérou (juillet 2026 Keiko Fujimori). Tous ont été élus avec le soutien de Trump et s'ajoutent aux chefs d'État dont Trump appuie ouvertement la politique : Javier Milei, Santiago Peña, Nayib Bukele (Salvador), Daniel Noboa (Équateur). Il ne s'agit plus seulement de coopération contre les narcotrafics mais d'une communauté d'approche avec les Républicains des États-Unis sur les grandes questions de société (climat, port d'arme, IVG notamment). Si bien que le paysage s'est nettement fracturé, avec Cuba et le Nicaragua de Daniel Ortega sur des positions anti-américaines constantes, et deux grands pays,



le Mexique de Claudia Sheinbaum et le Brésil de Lula, qui ménagent Washington tout en étant très sourcilleux sur le respect de leur souveraineté et de leur liberté de choisir leurs partenaires : le Mexique a adhéré à l'OCDE, le Brésil aux BRICS. Mais le continent est globalement attaché à ses racines démocratiques, à ses valeurs judéo-chrétiennes. Le rôle politique croissant des communautés autochtones ne s'est pas traduit par un rejet de l'Occident. Au Mexique, le mouvement zapatiste ne s'est pas opposé à l'ALENA, qui intègre 10 millions d'Indiens au plus grand marché du monde. Evo Morales a modifié la constitution pour faire de la Bolivie un État plurinational, mais sans rejet de l'Occident.

La conclusion de l'auteur est que l'Amérique latine a une vocation singulière à faire valoir dans un monde multipolaire en pleine recomposition. Elle conduira une diplomatie à la carte, elle n'aura pas à choisir entre les deux superpuissances prédatrices, mais elle ira au plus offrant.

« L'Amérique latine n'est plus orpheline, elle est peut-être même en voie d'émancipation, pourvu qu'elle surmonte sa fragmentation et ses dérives ».

Daniel Jouanneau